



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Quarante-cinquième session
«Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence»

Rome (Italie), 15-19 octobre 2018

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

M. Mario Arvelo, Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et Représentant permanent de la République dominicaine auprès de la FAO;

M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM);

M^{me} Cornelia Richter, Vice-Présidente du Fonds international de développement agricole (FIDA);

M. Patrick Caron, Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE);

M^{me} Zala Shardaben Fathesinh, agricultrice à la tête d'une petite exploitation et membre du Comité exécutif de l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA);

Permettez-moi de saluer la présence, lors de cette session du CSA, des ministres des pays suivants: Allemagne, Brésil, Burkina Faso, Colombie, Espagne, France, Guatemala, Guinée équatoriale, Lituanie, Mali, Oman, Ouganda, République dominicaine, Togo et Yémen.

Mesdames et Messieurs les vice-ministres;

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs;

Mesdames et Messieurs les chefs de délégation;

Mesdames et Messieurs les participants et observateurs;

Mesdames et Messieurs;

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



C'est pour moi un grand honneur de vous accueillir à l'occasion de la quarante-cinquième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

En 2015, les dirigeants du monde entier ont qualifié l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition (ODD 2) de condition *sine qua non* d'un monde plus juste, plus sûr et où la paix ait davantage sa place.

Or, la faim est allée en s'aggravant. L'année dernière, environ 821 (huit cent vingt et un) millions de personnes souffraient de la faim. Cela représente 11 pour cent de la population mondiale, c'est-à-dire une personne sur neuf.

Aujourd'hui, nous disposons de quantité de données sur la faim dans le monde.

Nous sommes conscients que la faim touche principalement les habitants des régions d'Afrique, du Proche-Orient et d'Asie du Sud-Est qui sont en proie à des conflits prolongés.

Nous savons que la variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes sont des déterminants majeurs de la faim.

Nous savons que les paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance et ne parviennent même pas à produire assez pour nourrir leur propre famille, comptent parmi les plus touchés.

Pourtant, malgré toutes les connaissances dont nous disposons aujourd'hui, la faim continue d'augmenter.

Disons-le clairement: si nous ne traduisons pas nos engagements en actions et si nous ne prenons pas rapidement des mesures pour inverser la tendance, la faim compromettra la réalisation du Programme 2030.

La pauvreté persistera, les ressources naturelles continueront de se dégrader et les migrations forcées seront encore plus nombreuses.

Ce midi, la FAO présentera l'édition 2018 du rapport sur *L'État de l'alimentation et de l'agriculture*, qui porte sur les liens entre les migrations, l'agriculture et le développement rural.

Le rapport montre que, bien souvent, les ruraux les plus pauvres ne migrent pas parce qu'ils le souhaitent, mais parce qu'ils n'ont pas d'autre choix.

Pour lutter contre les causes profondes de la faim et des migrations forcées, il est essentiel d'améliorer les moyens d'existence des ruraux pauvres menacés par les catastrophes et les conflits.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de rappeler que la faim n'est pas l'unique enjeu auquel nous sommes aujourd'hui confrontés.

D'autres formes de malnutrition gagnent également du terrain, en particulier l'obésité.

Le nombre de personnes obèses augmente chaque année.

L'obésité touche à présent 13,3 pour cent environ de la population adulte mondiale, soit 672 (six cent soixante-douze) millions de personnes.

Contrairement à la faim, l'obésité touche toutes les régions du monde.

Elle est en hausse dans presque tous les pays.

Huit des vingt pays dans lesquels l'obésité chez l'adulte augmente le plus rapidement sont des pays africains.

L'année dernière, on dénombrait 38 millions d'enfants de moins de cinq ans en surpoids. Environ 46 pour cent d'entre eux vivaient en Asie et 25 pour cent en Afrique.

Si nous n'agissons pas immédiatement, il y aura bientôt dans le monde autant de personnes obèses que de personnes sous-alimentées.

Le surpoids et l'obésité ne doivent pas être des problèmes individuels, mais doivent faire l'objet de politiques publiques.

Nous sommes conscients que l'obésité est principalement causée par une mauvaise alimentation.

C'est pourquoi nous devons donner aux individus des moyens d'agir, les encourager et les informer, afin qu'ils adoptent une alimentation plus saine.

Pour ce faire, il convient d'élaborer des programmes ciblés en vue de promouvoir la consommation d'aliments frais produits localement.

Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que chacun ait accès à des aliments sains et nutritifs d'un coût abordable, c'est leur responsabilité.

Cela passe aussi par la législation nationale.

Je songe par exemple au Chili, qui a adopté une loi sur l'étiquetage des produits, exigeant des étiquettes plus détaillées et plus faciles à lire.

Je pense également au Canada, qui a interdit l'utilisation de certains acides gras trans artificiels dans la production alimentaire.

Je voudrais que les pays réfléchissent à des politiques et à des actions relatives en faveur de la nutrition.

Permettez-moi de rappeler un point dont j'ai déjà parlé lors la dernière session du CSA: le Comité doit prendre davantage les choses en main, jouer un rôle moteur, donner des orientations et élaborer des politiques concrètes en matière de nutrition.

La FAO a tout mis en œuvre pour que le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies soit rapatrié à Rome, où il pourra collaborer étroitement avec le CSA.

J'espère que le CSA jouera à présent un rôle de chef de file en matière de nutrition et approuvera les directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition.

Nous n'avons plus de temps à perdre.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, nous célébrons la Journée internationale des femmes rurales.

Je tiens à saluer une nouvelle fois le rôle crucial des femmes des zones rurales dans la lutte contre l'extrême pauvreté, la faim et toutes les formes de malnutrition.

La FAO doit continuer de faire avancer la parité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes dans les zones rurales.

Pour ce faire, il convient d'améliorer leur représentation au sein des mécanismes de gouvernance et des processus décisionnels ainsi que leur accès à la terre, aux ressources, aux services et aux débouchés.

Le mois dernier, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue à New York, la FAO et l'Union africaine ont présenté un nouveau rapport sur les femmes dans les zones rurales, intitulé «Ne laisser personne de côté. Autonomiser les femmes rurales africaines pour relever le défi Faim zéro et assurer une prospérité partagée».

Le rapport s'inscrit dans le cadre des activités menées en coopération étroite par la FAO et l'Union africaine afin d'établir des programmes ciblés en fonction du sexe qui portent sur les fragilités particulières des femmes africaines.

Mesdames, Messieurs,

Je saisis cette occasion pour rappeler que la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale s'ouvrira l'année prochaine.

Comme vous le savez, la FAO et le FIDA ont été désignés organismes chefs de file pour la mise en œuvre de la Décennie pour l'agriculture familiale.

Pour marquer l'ouverture officielle de la Décennie, nous organiserons une manifestation de haut niveau au premier semestre 2019, à Rome.

Nous nous employons à présent à mettre en place un comité directeur pour bien gérer les activités liées à la Décennie.

La FAO et le FIDA invitent le PAM à y participer, aux côtés d'autres acteurs:

en premier lieu, les trois principales plateformes internationales réunissant des agriculteurs familiaux, à savoir le Forum rural mondial, La Via Campesina et l'Organisation mondiale des agriculteurs;

ensuite, deux représentants d'États Membres appartenant à chacun des groupes régionaux, sur la base d'un roulement biennal;

enfin, cinq organisations régionales d'agriculteurs familiaux, également sur la base d'un roulement biennal.

L'agriculture familiale peut contribuer à la réalisation de tous les Objectifs de développement durable.

La Décennie offre une occasion exceptionnelle d'exploiter ce potentiel.

Investir dans l'agriculture familiale, c'est investir dans le développement durable.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de conclure en soulignant que le Programme 2030 nécessite d'établir des partenariats solides et de grande ampleur.

Depuis sa réforme en 2009, le CSA est la principale plateforme internationale reposant sur le principe d'inclusion et la coopération.

Il sert de trait d'union entre les attentes, les préoccupations et les intérêts d'un vaste ensemble de parties prenantes.

Nous devons renforcer le CSA et tirer parti de cet espace de dialogue sans égal au sein du système des Nations Unies qui réunit les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé.

Je tiens à réaffirmer que la FAO est attachée à un CSA qui soit fort.

Je ne doute pas que les débats et les présentations qui auront lieu au cours de la semaine seront fructueux.

Je vous remercie de votre attention.